

## ALAIN LAMASSOURE

député européen ;  
conseiller régional d'Aquitaine  
(UMP)

**« Je conseille à l'UMP et à l'UDI, une fois désignés les candidats communs, de se mettre autour d'une table pour l'agglomération »**

**P**ourquoi l'Allemagne est en bonne santé et pourquoi la France ne l'est pas ? La question est, finalement, aussi simple que cela... Et puis pourquoi est-ce que là-bas ils savent ce qu'il nous ne savons pas faire ?

- Les Français se le demandent et ils connaissent la réponse. Pourquoi est-ce qu'hier soir, deux clubs allemands ont battu deux clubs espagnols en foot ? Parce qu'ils ont fait ce qu'il faut faire. Il y a dix ans, nous étions dans la situation inverse. La France avait une économie et une industrie encore relativement performantes et elle vendait à l'Allemagne plus qu'elle ne lui achetait. Cela a été un traumatisme pour les Allemands, c'était la première fois depuis le début de la révolution industrielle, donc depuis plus d'un siècle, que l'Allemagne était en déficit sur sa balance commerciale industrielle. Les Allemands ont alors fait des efforts. Ils ont fait une union nationale entre la Gauche qui était au pouvoir à l'époque et la Droite, entre le patronat et les

syndicats, et ils se sont lancés dans une politique courageuse. Ils ont fait des efforts pour retrouver la compétitivité. Au même moment, terrible coïncidence, la France passait aux 35 heures et donc lâchait prise. Dix ans après, ceux qui ont fait des efforts sont récompensés, ceux qui n'en ont pas fait depuis dix ans, sont au fond du trou. Cette situation n'est pas du tout satisfaisante et nous savons ce qu'il faut faire pour la redresser : il faut avoir le courage de faire ce que les Allemands sous le leadership du Parti social-démocrate du chancelier Schröder ont fait, c'est-à-dire se retoucher les manches, travailler plus, faire en sorte que la compétitivité soit l'objectif numéro 1 et que les entreprises puissent investir et faire les bons choix. Nous, nous avons eu d'autres priorités, nous avons refusé de faire des efforts.

Vous venez de parler d'union nationale et je voulais vous en parler puisque l'on a connu l'union nationale en Allemagne, l'union nationale en Autriche... On a l'impression qu'à un moment, ça mar-

che beaucoup mieux. Est-ce que l'on pourrait sans faire de politique politicienne en ne parlant que d'intérêt de la patrie - pour employer des mots assez forts - mettre un tel système pour notre pays ?

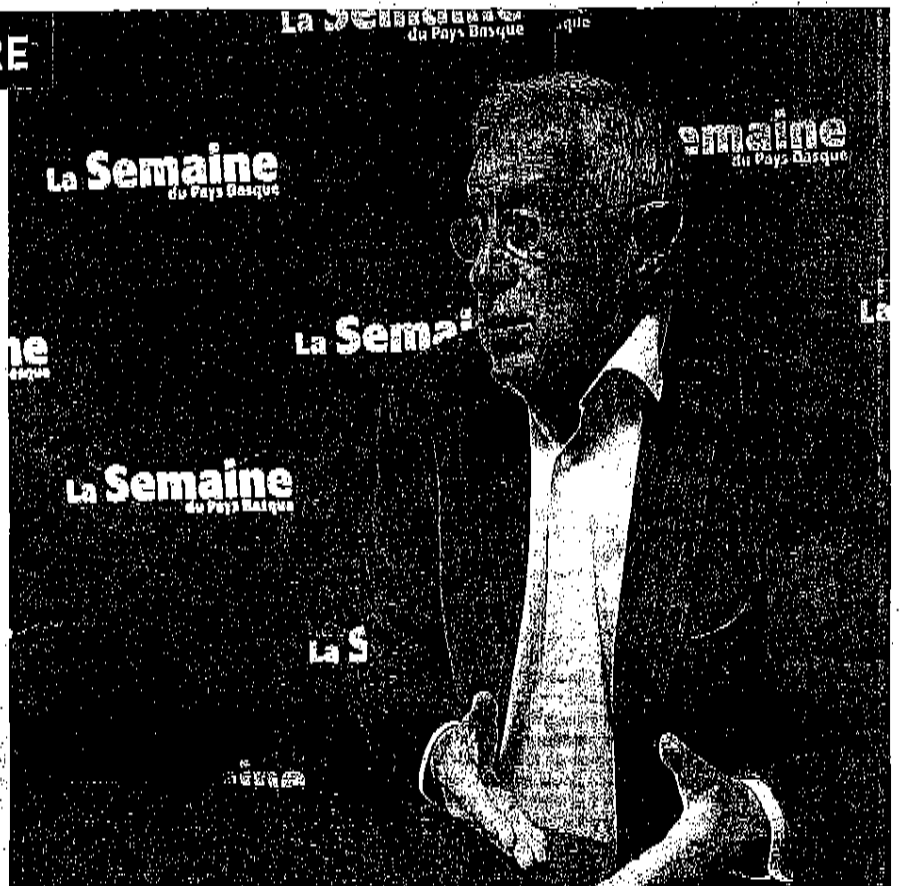
- Non. Ce n'est pas possible parce que nous avons un système de majorité claire. Nous avons donc une majorité et une opposition. C'est comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Les pays que vous avez cités sont des pays à proportionnelle, donc les coalitions sont fréquentes. Quand on évoque une union nationale, dans un pays comme la France, ça voudrait dire qu'il y ait un accord de fond entre la majorité et l'opposition, la majorité exerçant la majorité, l'opposition étant dans l'opposition sur l'orientation générale, sur les grands choix de politique économique. Quand Schröder a lancé cette nouvelle politique symbolisée par les lois de son ministre du Travail, monsieur Harz, il était à la tête d'une coalition de Gauche. Il y a eu un accord de la CDU. Pendant une période, ils ont été tous les deux au pouvoir

et, aujourd'hui, madame Merkel poursuit cette politique, la SPD étant dans l'opposition. Ce qui est important, c'est qu'il y ait un accord fondamental. J'observe que sur deux sujets complètement différents il y a un accord Droite-Gauche en France : sur la guerre au Mali, non seulement il y a eu un accord mais il y a eu l'unanimité à l'Assemblée nationale, ça mérite d'être noté, et deuxièmement sur la loi qui a rendu obligatoire l'accord intervenu entre le patronat et les syndicats sur la flexibilité du travail, il y a eu aussi un vote positif de l'UMP. C'est cela à mon avis la méthode qui doit être

mise en œuvre. Mais personne ne comprendrait aujourd'hui en France que tout d'un coup, tous les partis politiques soient au gouvernement.

Vous avez toujours été une parole libre, on peut dire que le fait d'appartenir à un parti politique est presque secondaire dans vos préoccupations. Avez-vous l'impression que l'opposition, particulièrement l'UMP, n'est pas à la hauteur de ses responsabilités ? Est-ce que l'on ne devrait pas être obnubilé par l'économie et par l'Europe plutôt que par des problèmes de société qui ne vont retirer aucun droit à qui que ce soit ?

**« Personne ne comprendrait aujourd'hui en France que tout d'un coup, tous les partis politiques soient au gouvernement. »**





- Le problème de l'UMP c'est qu'il faut qu'elle achève sa transition démocratique. Elle redeviendra audible le jour où elle aura achevé cette transition. Sa direction actuelle n'est pas l'issue d'une élection démocratique incontestée. L'UMP est donc en situation provisoire.

Mais elle va peut-être tester comme cela ? Luc Chatel avait l'air de dire qu'il n'y aurait pas de nouvelles élections...

- Tant que l'UMP sera dans cette situation, elle sera inaudible. Nous sommes dans une situation où il y a deux clans qui se partagent toutes les fonctions et tous les porte-parolats avec en arrière un troisième clan qui est le clan des sarkozystes. Une formation politique qui n'a pas réglé ses problèmes internes est évidemment peu crédible lorsqu'elle parle des problèmes extérieurs. J'ajoute qu'il faudra quand même que nous ayons le courage de faire le bilan des dix années que nous avons passées au pouvoir. Si la France se trouve aujourd'hui dans une situation

extrêmement préoccupante, ce n'est pas simplement à cause de toutes les erreurs commises depuis un an par François Hollande, c'est parce qu'elle était déjà dans une situation très préoccupante il y a un an. Nous avons fait trop peu et trop tard. Ce qui intéresse maintenant les Français, c'est que nous soyons capables de dire quelles sont les bonnes politiques à engager pour redresser la situation de la France, comment nous pouvons faire maintenant ce que les Allemands ont fait il y a dix ans et que nous n'avons pas fait depuis dix ans, même quand nous étions au pouvoir. Et pour être en mesure de le dire, et pour être entendus, il faut d'abord que nous réglions nos problèmes internes.

François Hollande a l'air de dire que l'Europe est en très grand danger parce qu'aujourd'hui c'est l'endroit dans le monde qui est le plus à la traîne, que les partis d'extrême droite et d'extrême gauche, en France et dans d'autres pays européens où ça ne va guère mieux, vont finir par obtenir l'écla-

tement de l'Europe. Est-ce que l'on peut être pessimiste sur l'avenir de l'Europe à très brève échéance ?

- Ça dépend de ce que l'on appelle l'Europe. On a tort de dire et de laisser croire que l'Union européenne en tant que telle serait menacée ou même que la zone euro pourrait éclater. L'euro est indestructible ! Nous avons connu depuis quatre ans la crise économique la plus forte que le monde occidental ait connue depuis les années 1930. L'euro a résisté à tout. Pendant trois ans, la presse anglo-saxonne - le *Financial Times*, le *Wall Street Journal*, le grand hebdomadaire *The Economist* lu par toutes les élites du monde - annonçait la fin de l'euro. A aucun moment de la crise, la valeur de l'euro n'est descendue par rapport au dollar, au-dessous de sa valeur d'émission originelle de 1999. Aujourd'hui, nos exportateurs trouvent même que l'euro est un peu trop fort. En fait, la crise a révélé deux choses. Premièrement, après un demi-siècle de construction européenne, la communauté d'intérêts entre nos pays est devenue telle que la communauté de destins est faite et inéluctable. Elle est irrévocable. Nous ne pouvons pas faire que l'Espagne ne soit pas notre voisine et que donc tout ce qui se passe en Espagne ait un impact direct sur nous. Réciproquement ! C'est pareil pour l'Allemagne, l'Italie, la Belgique... Ce sont nos voisins ! C'est le premier grand enseignement de la crise et c'est une formidable bonne nouvelle. La communauté de destins est faite, alors maintenant il faut l'organiser mieux que cela n'a été fait. Le deuxième enseignement majeur de la crise est qu'elle a révélé que dans l'ensemble de l'Union européenne constituée aujourd'hui de vingt-sept pays, il y avait des pays bien gérés qui résistaient à la crise et qui en sortaient plus forts, et il y avait des pays mal gérés qui entraient affaiblis dans la crise et qui en sortaient sur les genoux. Le clivage, pour des raisons sans doute culturelles - qui intéresseront les historiens et les économistes - est nord-sud. Il y a une Europe du Nord sérieuse et qui va bien. En Autriche, on ne sait pas ce qu'est un chômeur. En Allemagne de l'Ouest et du Sud, c'est la même situation. En Scandinavie, le niveau de vie par habitant est supérieur d'un tiers à ce qu'il est chez nous. Donc, de la crise, on n'en parle plus depuis des années. Et puis il y a l'Europe du Sud dont d'ailleurs

“ L'euro est indestructible !  
L'euro a résisté à tout. ”

l'Irlande fait partie, où nous avons eu des pays qui ont été gérés de manière très laxiste - dont le nôtre - ou qui parfois se sont lancés dans des folles immobilières ou financières tel que nous l'avons vu en Espagne, en Irlande, en Grèce ou à Chypre. Il faut cesser en France de considérer que les difficultés que nous avons sont une maladie européenne ou quel-les viennent de l'Allemagne. Je pensais tout à l'heure une comparaison sportive : nous ne commencerons à sortir de la situation dans laquelle nous sommes que lorsque nous arrêterons de faire croire que si nous perdons les matchs, c'est dû à la faute de l'arbitre ou d'est parce que l'adversaire a triché. Non, l'adversaire joue mieux que nous, l'arbitre rend de bonnes décisions. C'est nous qui ne faisons pas ce qu'il faut.

Nous allons sortir cela du contexte politique et ne le voir que sous l'aspect économique. Si le Pays basque sud, partie espagnole, se retrouvait avec le Pays basque nord, Pays basque français, en tant qu'état autonome voire indépendant, est-ce qu'il pourrait être une espèce de petit paradis économique comme peut l'être le Luxembourg ou la Suisse ? Est-ce que ça ne serait pas plus facile, également pour les Basques, de vivre dans un petit état ?

- Ça ne changerait rigoureusement rien sauf si l'objectif était d'être un paradis fiscal. Ce serait une république d'Andorre de plus. Cela ne change rien. L'économie d'Euskadi - dont le dynamisme est tout à fait remarquable : c'est la partie la plus dynamique de l'Espagne et celle qui réveille le mieux à la crise - est totalement immergée dans l'économie espagnole, européenne et mondiale. Dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle et particulièrement au sein de l'Union européenne, l'organisation administrative et l'aspect institutionnel sont tout à fait secondaires en ce qui concerne le fonctionnement de l'économie. Il y a des partis indépendantistes en Ecosse, en Catalogne, il y en a même en Lombardie. A partir du moment où nous sommes dans des frontières ouvertes à l'échelle planétaire - phénomène que résume le mot « mondialisation » - et où

nos frontières sont ouvertes et tout le droit économique et des entreprises est harmonisé - il est le même dans les vingt-sept pays -, les conditions de concurrence sont les mêmes que vous appartenez à une région autonome ou pas, à un Etat indépendant ou pas. C'est relativement secondaire. J'ajoute que nos amis d'Euskadi ont déjà un degré d'autonomie tel qu'ils ont même la possibilité de lever l'impôt. Lorsqu'ils collectent 100 euros d'impôt, ils n'en envoient que 10 à Madrid et ils gardent 90 euros en Euskadi qu'ils se partagent entre la Communauté autonome, les députations et les communes. Très honnêtement, je ne vois ce que cela changerait économiquement.

Vous aurez 70 ans l'année prochaine. Vous voyez certains de vos amis avec qui vous avez fait carrière - Jean Grenat qui a été votre suppléant, Didier Borotra que vous avez connu dès vos débuts comme député dans les Pyrénées-Atlantiques - qui s'en vont. Certes, ils sont un petit peu plus âgés que vous mais est-ce que vous, vous continuez ? Est-ce que vous avez envie de repartir vers un mandat européen ? Et est-ce que vous avez envie de vous impliquer dans les prochaines élections municipales en 2014 sur le Pays basque ?

- Oui, j'ai envie de continuer. Je suis un peu plus jeune que les amis que vous avez cités. En outre, la fonction que j'occupe n'est pas une fonction exécutive. La dernière fonction exécutive que j'ai remplie, c'était à la tête de la Communauté d'agglomération et de la mairie d'Anglet. J'ai abandonné avec la mairie d'Anglet et la Communauté d'agglomération. Le volet municipal et local de ma carrière politique. Je crois que la jeune génération doit prendre ses responsabilités et mon rôle est d'aider cette jeune génération. En revanche au niveau européen, je considère que je n'ai pas achevé la mission que je me suis donnée et qui est de terminer la construction de l'architecture politique européenne. En abandonnant délibérément - et ça m'a coûté sur le plan personnel et affectif - mes mandats locaux et une perspective de carrière politique nationale pour me consacrer totalement au chantier européen,

“ Dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle et particulièrement au sein de l'Union européenne, l'organisation administrative et l'aspect institutionnel sont tout à fait secondaires en ce qui concerne le fonctionnement de l'économie. ”

regissez sur ponique@ciassamaledupaysbasque.fr

J'ai eu la possibilité de jouer un rôle assez important dans la mise au point de la nouvelle architecture politique de l'Europe qui a été dans un premier temps le projet de constitution puis le traité de Lisbonne. Je considère aujourd'hui que l'Europe a son architecture juridique, politique et institutionnelle. Elle a les compétences pour lesquelles nous avons besoin qu'elles soient exercées au niveau européen, elle a les institutions qui sont transparentes et démocratiques. En revanche, le travail n'est pas achevé, l'Europe n'a pas sa constitution financière et budgétaire. Je suis sur ce chantier en ce moment-même, mais manifestement nous ne réglerons pas le sujet dans l'année qui vient. J'évoquais tout à l'heure la communauté de destins dans laquelle nous sommes. Ce que la crise a montré aussi c'est qu'en face de cette communauté de destins, nous n'avons pas les mécanismes de solidarité qui nous permettent de sortir ensemble d'une crise née chez certains mais qui affecte la totalité de la famille ou de bénéficier ensemble des réussites de certains membres de la famille. Nous avons besoin d'inventer le modèle de solidarité européenne autour d'un budget européen, d'un mode de financement de ce budget et donc d'impôts européens. Et nous avons besoin également d'une meilleure répartition entre ce que nous finançons dans le cadre d'une solidarité à vingt-sept et ce que nous finançons dans le cadre national. C'est l'objet de la négociation que nous engageons et que je dirige pour le Parlement européen avec les vingt-sept gouvernements sur le cadre budgétaire des sept années à venir. Mais cette négociation ne pourra aboutir que sur un accord - s'il y a un accord - à minima. Ce dont nous avons besoin, c'est probablement d'un nouveau traité qui sera un traité financier et budgétaire. Je veux mener à bien cette tâche-là.

**Comment regardez-vous les municipales ? On sait que votre cœur est assez proche d'Anglet. Et quel regard portez-vous sur l'avenir de l'agglomération dont vous avez été le président ?**

- Aux municipales, j'aidrai la jeune génération UMP et UD à remporter les élections municipales. Je me réjouis de l'excellent parcours que fait Claude Olive à Anglet. Il a fait la preuve aux élections cantonales qu'il avait la confiance des Anglois et depuis il a changé de dimension. Il a maintenant la dimen-

son d'un vrai patron avec une vraie vision de la ville, d'Anglet. Je travaillerai à ce que l'union nécessaire de la Droite et du Centre puisse se faire dans l'ensemble des communes de l'agglomération. Et je lance une idée puisque vous m'en donnez l'occasion, pour cette campagne des élections municipales. Je conseille vivement à l'UMP et à l'UD, une fois qu'ils auront désigné les candidats communs, de se mettre autour d'une table et d'élaborer un projet d'agglomération pour les six ans qui viennent. J'ai créé la Communauté d'agglomération qui s'appelle aujourd'hui l'ACBA (Agglomération Côte basque - Adour) et je travaille au niveau européen. Je constate que la problématique est exactement la même. L'échelle est différente, les compétences sont différentes mais c'est la même chose. Pourquoi est-ce que l'on a créé une Communauté d'agglomération et pourquoi est-ce qu'il s'en est créé une depuis sur la Côte basque sud ? Parce que l'espace de vie quotidienne des habitants ne correspond plus aux frontières communales. Pourquoi est-ce que l'on crée l'union politique de l'Europe ? Parce que l'espace économique pertinent, ça n'est plus l'Hexagone, ça n'est plus non

plus le Pays basque ou l'Aquitaine, c'est désormais l'Europe. Si nous voulons avoir des programmes municipaux crédibles, il faut que nos candidats d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Boucau, Bidart et éventuellement les autres, soient d'accord sur les grandes orientations communes, les grands aménagements et les grands services publics communs. Il faut qu'ils aient une vision commune de l'avenir de l'agglomération, y compris une dimension qui a été hélas mise en sommeil depuis dix ans qui est la relation transfrontalière. Autant je suis réservé sur des évolutions institutionnelles entre le Pays basque nord et le Pays basque sud, autant je suis totalement convaincu - et j'ai beaucoup travaillé dessus quand j'étais élu local - que l'avenir économique de notre Pays basque est très lié au dynamisme économique du sud qui est évidemment une centrale énergétique économique incomparablement plus forte que la nôtre. Je recommande à nos candidats la mise au point d'un programme d'agglomération et si je peux jouer un rôle et y contribuer, je le ferai volontiers.

Jean-Philippe Sagot

**L'HUMEUR POLITIQUE**

**Une grande voix**

C'est toujours passionnant de s'entretenir avec Alain Lamassoure. Non seulement parce qu'il fait preuve d'une intelligence vive, mais également parce qu'il demeure un extraordinaire pédagogue capable de nous faire comprendre en peu de temps des choses qui peuvent nous sembler extrêmement complexes. Et c'est particulièrement vrai en matière de politique européenne.

Dans l'entretien qu'il m'a accordé, l'explication de la crise que traverse la France, comparée à la situation économique de l'Allemagne, est des plus intéressantes. Dominage que nos plus hauts dirigeants ne paient pas comme cela aux Français.

Lamassoure est un homme qui croit à la pédagogie et à la vérité - aussi difficile soit-elle à dire - dans l'art d'exercer la politique. Et cela sans se soucier des petites combines politiciennes et des arrangements entre amis. Il a de la hauteur de vue, mais il est toujours prêt au débat, à l'explication, à l'optimisme partagé. Je sais, il est un peu une exception !

Cette façon d'être, de faire de la politique, l'a même - quelque peu marginalisé. Lamassoure aurait pu avoir un grand destin et prétendre à de hautes fonctions. Mais - et il le reconnaît lui-

même - il n'a pas été l'homme d'un parti, condition indispensable pour prendre l'Élysée !

Il est cependant fort dommage que le président Sarkozy, qui a beaucoup travaillé avec lui pendant la campagne présidentielle de 2007, n'ait pas utilisé ses compétences par la suite...

Lamassoure aurait pu être cette grande voix française qui aurait porté, et surtout, convaincu, aussi bien dans notre pays, qu'en Europe et dans le monde.

Espérons qu'advviendra un temps où de grands esprits, de belles intelligences, auront enfin le premier rôle dans l'Hexagone !

Quand ce matin, j'entendais les éternelles sornettes, la langue de bois, la médiocrité des idées, le manque de courage de monsieur Christian Jacob sur une radio nationale, je me disais que cela est loin d'être gagné...

Mais si la France a envie de grandes voix qui peuvent porter, il faut qu'elle sache qu'il en existe encore !

Jean-Philippe Sagot